

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 14 mars 2016

| Effectif légal | Présents | Procurations + Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| 25 | 21 | 4 |

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction
Architecture Batiments - Réalisation d'une
vélostation à Antibes - Convention entre
la CASA et "GARE ET CONNEXION" pour la
mise à disposition de terrains

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Didier ROSSI

N° Enregistrement : BC.2016.040

Date de la convocation :

Le 08/03/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **31 MARS 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **29 MARS 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Didier ROSSI

L'an deux mil seize et le 14 mars à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marguerite BLAZY, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Monsieur BAGARIA,

Par délibération en date du 5 mai 2008, le Conseil Communautaire a adopté le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la CASA au sein duquel la fiche 14 propose la réalisation d'une vélostation à Antibes, à proximité de la gare ferroviaire.

Par délibération du 13 octobre 2008, le Conseil Communautaire a adopté la démarche cadre pour la promotion du vélo sur l'Agglomération et a précisé le lancement du projet de vélostation à proximité de la gare ferroviaire d'Antibes.

Par la suite, et plus généralement, le Conseil Communautaire du 15 décembre 2008 a acté le lancement du projet de Transport Collectif en Site Propre (TCSP) Antibes Sophia Antipolis. Ce projet ayant pour vocation de favoriser le maillage en transport collectif et mode doux sur le territoire communautaire, offre un vecteur de développement de projets connexes directement tournés vers l'intermodalité, dont celui de la Vélostation.

Consciente de l'intérêt de développer l'intermodalité train-bus-vélo sur son territoire, en synergie avec le futur projet de BusTram, la Communauté d'Agglomération a acquis en décembre 2010 un terrain à proximité immédiate de la gare SNCF en vue d'y développer la première vélostation communautaire.

Une équipe de Maitrise d'œuvre a été désignée par notification du marché n°13/495 en date du 14 novembre 2013, dans le but de concevoir et suivre la réalisation de ce projet qui s'étendra sur une surface de 200m² environ et comprendra :

- Une zone de consigne prévue pour le stationnement d'environ 100 vélos, dont 15 emplacements équipés pour les vélos électriques ;
- Un parvis permettant la mise en valeur des vélos mis à la location ;
- Un espace d'accueil du public destiné à la location de vélo et de petit matériel cycle ;
- Un atelier prévu pour les réparations et réglages des vélos ;
- Un sanitaire public ;
- Les espaces nécessaires au personnel du site.

La situation et la surface réduite de la parcelle acquise initialement par la CASA nécessite l'occupation des terrains mitoyens, propriété de SNCF, par la CASA.

Par délibération du 21 décembre 2015, le bureau communautaire a autorisé le conventionnement avec SNCF réseau pour l'occupation d'une partie du square René Cassin, afin d'y dresser les installations de chantier nécessaires à la construction de la vélostation.

L'accès à la zone de chantier direct depuis l'avenue Robert Soleau n'étant pas possible pour des raisons de sécurité routière, de dissociation des flux piétons du chantier et de visibilité ; il est nécessaire d'aménager une zone de manœuvre close sur le parvis de la gare SNCF pour permettre l'approvisionnement et l'accès des poids lourds durant la période de chantier.

A cet effet, il convient de réaliser une convention ayant pour objet d'autoriser la CASA à occuper et utiliser un bien immobilier appartenant à SNCF Gare et connexion pour la durée du chantier.

Conclue pour un an (renouvelable tacitement pour une durée d'un an), elle prendra effet à compter du 1^{er} mai 2016 et prévoit :

- Une mise à disposition à titre gratuit des terrains ;
- Le remboursement des impôts et taxes d'un montant annuel forfaitaire de 100 € HT ;
- Le montant forfaitaire des frais d'établissement et de gestion du dossier de 1000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation d'immeubles non bâtis dépendant du domaine public à conclure entre la SNCF Gare et connexions et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les actes inhérents à cette convention ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le budget fonctionnement de la direction architecture et bâtiments.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention d'occupation d'immeubles non bâtis dépendant du domaine public à conclure entre la SNCF Gare et connexions et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les actes inhérents à cette convention ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le budget fonctionnement de la direction architecture et bâtiments.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 14 mars 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
FERROVIAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS POUR
L'EXPLOITATION D'UN TERRAIN EN GARE D'ANTIBES**

ENTRE :

SNCF Mobilités (ex SNCF), Etablissement Public à caractère industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY, sous le numéro B 552 049 447, dont le siège est sis au 2 place aux Etoiles - Saint Denis (93200), représenté par Monsieur Thierry JACQUINOD, directeur de l'Agence Gares Méditerranée, de Gares & Connexions, sise au 4 rue Léon Gozlan - CS 70014 Marseille Cedex 03 13331, dûment habilité à cet effet

Ci-après dénommée « **GARES & CONNEXIONS** » ou « **SNCF Mobilités** »,

ET :

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA), dont le siège social est situé 449 Route des Crêtes - Les Genets - BP 43 - 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par son Président Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à cet effet en vertu d'une délibération du Bureau Communautaire N°..... en date du 14 mars 2016

Ci-après dénommée « **l'OCCUPANT** ».

GARES & CONNEXIONS et **l'OCCUPANT** étant désignés individuellement par « la Partie » et ensemble par « les Parties ».



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Dans le cadre de la revitalisation et le réaménagement des gares, GARES & CONNEXIONS souhaite développer les échanges multimodaux, diversifier les services de proximité et garantir la maîtrise de l'espace.

Pour permettre à la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA) d'installer une Vélo-station communautaire qui offrira un service de stationnement vélo sécurisé aux abonnés, GARES & CONNEXIONS met à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA) une partie de terrain pendant la durée des travaux. En effet, en raison de l'étroitesse de la parcelle, une zone de recul et de manœuvre est nécessaire au chantier sur l'emprise foncière de Gares & Connexions.

La présente convention a pour objet d'autoriser l'occupation de cet espace.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DESIGNATION ET ETAT DES LIEUX

GARES & CONNEXIONS autorise l'OCCUPANT à occuper un terrain à usage de zone de recul et de manœuvre au sol d'une superficie totale de 115 m² environ, situé en gare d'Antibes, repris sur les plans joints en **Annexe 1**.

Un état des lieux du terrain sera dressé contradictoirement entre l'OCCUPANT et GARES & CONNEXIONS ou son représentant, à la date de la mise à disposition du terrain. Il sera annexé aux présentes par lettre valant avenant (**Annexe 2**) En cas d'absence de l'OCCUPANT à la date fixée pour l'établissement de l'état des lieux, un état des lieux sera dressé par un huissier de justice aux frais de l'OCCUPANT.

L'OCCUPANT prend le terrain dans l'état où il se trouve au moment de son entrée en jouissance, sans pouvoir exiger, de la part de GARES & CONNEXIONS, des travaux de quelque nature que ce soit, y compris de mise en conformité technique, même s'il y a vétusté.

Ainsi, l'OCCUPANT, qui connaît le terrain pour l'avoir visité, fait son affaire personnelle de sa compatibilité au regard des contraintes techniques induites par son régime d'activité, le tout sans recours contre GARES & CONNEXIONS de quelque nature que ce soit.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle de toute différence éventuelle de superficie du Bien par rapport à la superficie mentionnée au ci-avant, sans recours contre GARES & CONNEXIONS.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle, à ses frais, des raccordements, abonnements et installations de conduites à l'intérieur du terrain à usage de zone de manœuvre et de recul. Il est ici précisé que les fluides en attente sont amenés en limite de terrain.

Conformément aux articles L. 541-1 et suivants du Code de l'environnement, les Parties conviennent de ce qui suit :

1° Afin que le propriétaire, GARES & CONNEXIONS, ne puisse pas être recherché en raison de dommages de quelque nature que ce soit, l'OCCUPANT prendra à sa charge exclusive le traitement et l'élimination des déchets se trouvant sur le terrain.

2° A raison des présentes, l'OCCUPANT sera considéré comme détenteur des déchets dont s'agit au sens des articles L. 511-1 et L. 541-1-1 du Code de l'environnement. Par suite, il ne pourra pas exercer de recours contre GARES & CONNEXIONS et contre leurs préposés et s'engage irrévocablement à ce que ceux-ci ne soient jamais inquiétés dans

l'hypothèse où un litige viendrait à naître postérieurement à ce jour avec des tiers ou avec l'administration.

3° L'OCCUPANT devra assumer toutes les prescriptions qui pourraient être imposées, en application des textes législatifs ou réglementaires ou par suite de décisions administratives ou juridictionnelles et ce, même si elles sont occasionnées par des faits ou événements inhérents au terrain. En outre, l'OCCUPANT s'engage irrévocablement à en supporter toutes les conséquences financières.

4° Les dispositions ci-dessus ne sauraient être considérées comme un abandon de déchets au sens de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement.

Renseignements GARES & CONNEXIONS :

- Unité Topographique : 005555B
- Terrains n° 015 et 016 (partiels)

Il est précisé que les renseignements GARES & CONNEXIONS sont des documents à usage interne donnés à titre d'information. Il est expressément convenu entre les parties que les éventuelles surfaces ou cotes y figurant sont sans valeur contractuelle.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont les suivants :

- 1- La présente convention qui fixe les conditions d'occupation du terrain à usage zone de recul et de manœuvre
- 2- Les annexes à la présente convention.

En cas de contradiction entre les différents documents, celui qui aura le numéro d'ordre le moins élevé prévaudra.

ARTICLE 3 – ACCES AU TERRAIN

Dans l'hypothèse où un itinéraire d'accès particulier serait imposé par GARES & CONNEXIONS, lors de la signature de la présente, pour emprunter les emprises ferroviaires et accéder au terrain, l'OCCUPANT devra le respecter et ne pourra exiger de la part de GARES & CONNEXIONS des travaux de quelque nature que ce soit sur ce dernier.

L'OCCUPANT devra veiller à ce que son personnel et toute personne se rendant sur le terrain aient connaissance et observent strictement l'itinéraire imposé et les consignes particulières de sécurité, ainsi que la réglementation en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans les emprises de GARES & CONNEXIONS.

Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution de la présente convention, un itinéraire d'accès particulier serait imposé par GARES & CONNEXIONS, lequel serait de nature à modifier les accès du terrain existants, les parties se réuniront pour définir ensemble les conditions relatives à l'aménagement de ce nouvel itinéraire.

CONDITIONS GENERALES DE L'OCCUPATION

ARTICLE 4 – CADRE JURIDIQUE DE L'OCCUPATION

Les biens sus-désignés dépendent du domaine public de SNCF Mobilités (Ex SNCF), Etablissement Public Industriel et Commercial pour lui avoir été remis en dotation par l'Etat au 1^{er} janvier 1983 en vertu de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982, publiée au Journal Officiel du 31 décembre 1982.

La présente autorisation d'occupation du domaine public de GARES & CONNEXIONS est consentie en application de l'article L. 2141-13 du Code des transports créé par l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 prise sur le fondement de l'article 92 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et d'allègement des procédures, et modifié par la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire.

Conformément aux dispositions des articles L. 2122-6 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est pas constitutive de droits réels.

L'autorisation accordée par GARES & CONNEXIONS dans la présente convention est précaire et révocable et ne saurait relever de la législation de droit commun ; en particulier les dispositions légales relatives aux baux commerciaux ou ruraux ne sont pas applicables.

Ce titre ne confère à l'OCCUPANT ni la propriété commerciale, ni la qualité de concessionnaire de service public.

ARTICLE 5 – OBSERVATION DES LOIS ET REGLEMENTS

L'OCCUPANT est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment ceux concernant la police et la sécurité des chemins de fer ; la circulation et le stationnement des véhicules dans les emprises de GARES & CONNEXIONS, l'urbanisme et la construction, les installations classées pour la protection de l'environnement, la police des déchets, la sécurité et la santé des travailleurs.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle et à ses frais de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité et ce sans recours contre GARES & CONNEXIONS, cette dernière étant dégagée de toute obligation de garantie à raison du refus de ces autorisations ou des conditions auxquelles elles sont subordonnées. L'OCCUPANT s'oblige au titre de son activité à remplir toutes formalités administratives ou de police nécessaires et à satisfaire à toutes modifications imposées par les autorités administratives.

A la demande de l'OCCUPANT, GARES & CONNEXIONS s'engage à fournir à ce dernier tous les documents en sa possession nécessaires à l'obtention desdites autorisations.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle de la souscription des abonnements (eau, électricité, téléphone, etc.) nécessaires.

ARTICLE 6 – INTUITU PERSONAE

La présente convention d'occupation est accordée personnellement à l'OCCUPANT ; elle ne peut être cédée ou transférée sous quelque forme que ce soit à un tiers. Toute sous-occupation totale ou partielle du terrain est interdite.

ARTICLE 7 – CESSION DE LA CONVENTION

L'OCCUPANT n'est pas autorisé à céder la présente convention, sauf en cas d'accord écrit de GARES & CONNEXIONS.

Cette interdiction constitue une condition essentielle et déterminante de l'engagement de GARES & CONNEXIONS.

Toute infraction à cette interdiction de cession sans accord de GARES & CONNEXIONS, entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention.

ARTICLE 8 – UTILISATION DES LIEUX

L'OCCUPANT est autorisé à utiliser les lieux occupés à usage d'une zone de recul et de manœuvre. L'OCCUPANT ne peut donner aux lieux occupés aucune autre utilisation que celle définie au présent article.

Aucun changement de destination des lieux, réalisation d'ouvrages ne pourra intervenir sans l'accord préalable et écrit de GARES & CONNEXIONS.

La réalisation d'ouvrages, de constructions ou d'installations de caractère immobilier sans l'accord préalable et écrit de GARES & CONNEXIONS entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention et GARES & CONNEXIONS pourra demander leur démolition, enlèvement ou démontage immédiats aux frais, risques et périls de l'OCCUPANT.

ARTICLE 9 – DUREE ET DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} mai 2016, date de prise de possession du terrain par l'OCCUPANT fixée par l'état des lieux prévu à l'article 1^{er} ci-avant, pour une durée de un (1) an soit jusqu'au 30 avril 2017.

Si au moins trois (3) mois avant son terme, aucune des Parties n'a manifesté son intérêt de ne pas prolonger la présente convention, cette dernière se renouvellera automatiquement pour une nouvelle période d'un an.

| |
|---------------------------------|
| DISPOSITIONS FINANCIERES |
|---------------------------------|

ARTICLE 10 – REDEVANCE

En application de l'article L. 2125-1 premier alinéa du Code général de la propriété des personnes publiques, et au vu de la finalité de l'activité exercée sur le terrain objet de la convention intéressant un service public qui bénéficie à tous, l'occupation du terrain objet des présentes est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 11 – DEPOT DE GARANTIE

L'OCCUPANT est dispensé du versement d'un dépôt de garantie.

ARTICLE 12 – CHARGES SUPPLEMENTAIRES

12. 1 - Prestations et fournitures

En phase travaux comme pendant toute l'exploitation, les dépenses de raccordement aux réseaux publics, la location des compteurs, les consommations d'eau, d'électricité, de gaz, les dépenses d'enlèvement des ordures ménagères, le cas échéant les dépenses de nettoyage du terrain, les dépenses d'entretien de ses installations techniques etc... sont acquittées directement par l'OCCUPANT auprès des administrations ou services concernés, de même que toute autre prestation dont il serait bénéficiaire au titre du terrain mis à disposition.

Les dépenses liées au raccordement aux réseaux SNCF Mobilités,, en particulier les dépenses électriques, qui auraient été supportées par cette dernière, seront intégralement mis à la charge de l'OCCUPANT qui accepte d'ores et déjà le principe de leur refacturation, conformément au devis réalisé par GARES & CONNEXIONS.

Ce forfait, couvrant les dépenses d'abonnement et de consommation, s'élève à cent euros (100 €) HT par an et sera facturé après signature des présentes.

12.2 - Impôts et taxes

L'OCCUPANT doit acquitter régulièrement pendant la durée de l'autorisation les impôts et taxes de toute nature auxquels il est assujéti du fait de la mise à disposition de l'emplacement.

L'OCCUPANT règle un forfait annuel d'impôts et taxes dont le montant sera déterminé dans une lettre valant avenant qui sera ultérieurement adressée par la GARES & CONNEXIONS à l'OCCUPANT.

12.3 – Frais d'étude et de constitution de dossier

L'OCCUPANT rembourse à GARES & CONNEXIONS, au titre des frais d'étude et de constitution de dossier, une somme de mille euros (1 000 €) hors taxes.

ARTICLE 13 – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les sommes facturées par GARES & CONNEXIONS, au titre de l'autorisation d'occupation, sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur.

| |
|--|
| AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DU TERRAIN |
|--|

ARTICLE 14 – MODALITES DE REALISATION DES TRAVAUX A LA CHARGE DE L'OCCUPANT

A toutes fins utiles, il est rappelé que l'OCCUPANT ne sera titulaire d'aucun droits réels sur les travaux, ouvrages et/ou installations qu'il réaliserait dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 15 – ENTRETIEN, MAINTENANCE, REPARATIONS, PREVENTION

Pendant toute la durée de la présente, l'OCCUPANT prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, portant sur le terrain mis à disposition, quelles qu'en soient leur nature et leur importance, à l'exception des grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil et des vices de construction décelés comme tel par un homme de l'Art.

En ce qui concerne les ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT, ce dernier prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, quelles qu'en soient leur nature et leur importance y compris les grosses réparations définies à l'article 606 du code civil et les vices de construction, pendant toute la durée de la présente. Il procédera au remplacement de tous les appareils et installations techniques qui ne pourraient être réparés même par suite d'usure ou de vétusté.

L'OCCUPANT, préalablement informé par GARES & CONNEXIONS, s'engage à laisser pénétrer les agents de SNCF Mobilités sur l'emplacement occupé, y compris dans les ouvrages et installations réalisés par lui, pour :

- S'assurer des mesures prises pour la prévention des incendies et du bon état des appareils d'extinction installés par l'OCCUPANT et à ses frais, tant en application de la réglementation en vigueur qu'à la demande de GARES & CONNEXIONS.
- S'assurer de l'état d'entretien des installations ; GARES & CONNEXIONS peut obliger l'OCCUPANT à effectuer aux frais de ce dernier les travaux d'entretien ou de réparations nécessaires à la bonne conservation des installations réalisées par l'OCCUPANT dans la limite des travaux qui lui incombent, y compris ceux rendus nécessaires à la suite d'un cas fortuit ou de force majeure.
- Réaliser des interventions de contrôle ou de maintenance sur les installations techniques aux frais de GARES & CONNEXIONS : équipements et réseaux, qui se situent dans les emprises concédées à l'OCCUPANT et qui servent éventuellement au fonctionnement, à l'exploitation et/ou à la sécurité de la gare et de ses divers services. Préalablement informé par GARES & CONNEXIONS, l'OCCUPANT devra prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'accès des agents SNCF Mobilités aux installations techniques. Ces troubles temporaires de jouissance des espaces occupés seront traités tels que précisé dans l'article 20 « Troubles de jouissance » ci-après.

ARTICLE 16 – PREVENTION DE LA POLLUTION

L'OCCUPANT prend toutes mesures utiles pour que l'exercice de l'Activité autorisée ainsi que l'entretien, les réparations et les travaux qu'il serait amené à faire au cours de l'exécution de la présente convention, ne génèrent pas de pollution affectant le terrain et le cas échéant les milieux environnants et pour qu'il permette de garantir la protection de l'environnement, et notamment les intérêts spécifiquement mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'OCCUPANT s'engage, par ailleurs, à se conformer à toutes mesures prescrites par la loi et les règlements ainsi qu'à tout acte administratif de quelque nature qu'il soit (injonction, mise en demeure, arrêté etc.) émanant des autorités compétentes tendant à assurer la préservation du terrain et des milieux environnants, la protection de l'environnement, et notamment les intérêts spécifiquement mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 17 - MESURES A PRENDRE EN CAS DE POLLUTION

L'OCCUPANT prend, en outre, les mesures nécessaires pour remédier à toute pollution résultant de son activité, qui affecterait le terrain et le cas échéant les milieux environnants.

Au regard des considérations qui précèdent, l'OCCUPANT accepte, sans que GARES & CONNEXIONS ne puisse être inquiétée ou recherchée à cet égard, d'assumer seul la responsabilité d'une éventuelle pollution en lien avec son Activité autorisée.

Article 17.1 - Investigations et travaux prescrits par GARES & CONNEXIONS

L'OCCUPANT s'engage, par voie de conséquence, et sans préjudice de ses obligations de remise en état des lieux prévues à l'article « Libération » des présentes :

- à réaliser, le cas échéant, les investigations nécessaires en cas de pollution pendant l'occupation ;
- et à y remédier dans les délais requis.

Article 17.1.1 - Investigations à réaliser en cas de pollution

En cas de pollution pendant l'occupation, l'OCCUPANT s'engage, après avoir immédiatement informé GARES & CONNEXIONS de sa découverte, à réaliser les mesures immédiates conservatoires qui s'imposent pour limiter dans l'urgence les conséquences de cette pollution et à désigner à ses frais un bureau d'études spécialisé en matière environnementale, dont la mission consistera à réaliser un diagnostic environnemental, conforme aux règles de l'art ou recommandations ministérielles en la matière, afin de déterminer la nature, l'étendue de la pollution, son origine et ses causes, à analyser ses conséquences (en termes d'impact sanitaire et environnemental) et à identifier les moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

Pour que ce diagnostic environnemental soit considéré comme opposable à GARES & CONNEXIONS, cette dernière valide :

- le choix du bureau d'études,
- le cahier des charges de la mission confiée au bureau d'études,
- le contenu du diagnostic environnemental.

Une fois le diagnostic environnemental du bureau d'études établi, l'OCCUPANT en adresse, sans délai, une copie à GARES & CONNEXIONS pour information et observations.

Article 17.1.2 - Travaux nécessaires afin de remédier à la pollution

L'OCCUPANT s'engage alors à exécuter, outre les éventuelles mesures immédiates conservatoires, tous les travaux nécessaires afin de remédier à la pollution et à ses éventuelles conséquences sur les milieux environnants.

En tout état de cause, les mesures mises en œuvre pour remédier à la pollution devront être effectuées sous le contrôle obligatoire d'un bureau d'études spécialisé en matière environnementale.

Ce bureau d'études aura pour rôle d'attester, en fin de travaux, la bonne réalisation des mesures préconisées dans le rapport d'investigations précité. Il aura également pour charge, le cas échéant, de prescrire des travaux complémentaires et d'en surveiller la correcte réalisation.

Une copie du rapport final et des pièces justificatives d'élimination sera communiquée, sans délai, par l'OCCUPANT à GARES & CONNEXIONS.

En tant que de besoin, GARES & CONNEXIONS, que l'OCCUPANT devra régulièrement tenir informée de l'évolution des travaux, se réserve la possibilité de diligenter, à tout moment, un bureau d'études pour contrôler les travaux réalisés par l'OCCUPANT. Faute pour l'OCCUPANT de remédier à la pollution affectant le terrain, GARES & CONNEXIONS se réserve le droit de saisir le juge des référés afin qu'il ordonne à l'OCCUPANT de

procéder aux travaux de dépollution qui s'imposent en vue de préserver l'intégrité du domaine public ferroviaire.

Les investigations et travaux visés ci-dessus, sont réalisés par l'OCCUPANT sous sa propre responsabilité et à ses frais exclusifs, sans préjudice des prescriptions visées à l'article 17.2 « Prescriptions imposées par l'administration » ci-après qui pourraient, le cas échéant, être imposées par l'administration puis par GARES & CONNEXIONS.

Article 17.2 - Prescriptions imposées par l'administration

Article 17.2.1 - Investigations et travaux prescrits par les autorités compétentes

Si la pollution décelée en cours d'occupation fait l'objet de prescriptions prises à l'encontre de l'OCCUPANT par le préfet dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, ou par toute autre autorité dans le cadre d'autres polices, l'OCCUPANT devra s'y conformer et tenir GARES & CONNEXIONS parfaitement informée au fur et à mesure des éventuelles demandes, avis et décisions des autorités compétentes et des éventuelles négociations en cours avec ces mêmes autorités ou avec des tiers. Sur ce dernier point, l'OCCUPANT sera seul en charge de mener de telles négociations à bien. Il devra toutefois tenir GARES & CONNEXIONS parfaitement et intégralement informée du déroulement desdites négociations et procédures et, à la demande éventuelle de GARES & CONNEXIONS, l'y associer. Il devra, plus largement, transmettre à GARES & CONNEXIONS une copie de tous les courriers éventuels qu'il serait amené à adresser aux autorités compétentes ou à recevoir d'elles.

Article 17.2.2 - Prescriptions supplétives et/ou complémentaires de GARES & CONNEXIONS

GARES & CONNEXIONS, en sa qualité de propriétaire et indépendamment des prescriptions des autorités compétentes qui pourront être imposées à l'OCCUPANT, pourra exiger de ce dernier des mesures supplétives et/ou complémentaires dans le cas où les travaux imposés par les autorités compétentes ne suffiraient pas, au regard de la pollution qui a été décelée, à remettre le terrain dans l'état où il se trouvait au moment de la prise d'effet de la présente convention. En cas de défaillance ou de refus de l'OCCUPANT d'exécuter ces mesures supplétives et/ou complémentaires, GARES & CONNEXIONS se réserve le droit de saisir le juge compétent afin qu'il ordonne à l'OCCUPANT d'y procéder.

ARTICLE 18 – TROUBLES DE JOUISSANCE

L'OCCUPANT devra supporter, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité autre que ce qui est prévu ci-après, la gêne résultant de la présence et de l'exploitation du chemin de fer ainsi que les travaux réalisés à l'intérieur et à l'extérieur de l'emplacement rendus nécessaires par l'intérêt général, les besoins de GARES & CONNEXIONS ou la sécurité publique, quelle qu'en soit la durée.

Toutefois, GARES & CONNEXIONS s'engage à réaliser les travaux visés ci-dessus de manière à limiter au minimum l'impact de ceux-ci sur la bonne exploitation du terrain.

A cette fin, GARES & CONNEXIONS et l'OCCUPANT se concerteront, préalablement au commencement des travaux susceptibles d'avoir un impact sur la bonne exploitation du terrain, de manière à limiter la gêne occasionnée par lesdits travaux.

RESPONSABILITE, ASSURANCES

ARTICLE 19 – RESPONSABILITE

Article 19.1 - Tout accident ou dommage quelconque, provoqué par l'inobservation des prescriptions légales et réglementaires par l'OCCUPANT, notamment celles explicitement visées dans la présente convention, entraîne la responsabilité de l'OCCUPANT qui renonce, par suite, à tout recours contre GARES & CONNEXIONS, ses agents et s'engage à les indemniser ainsi qu'à les garantir contre toute action qui pourrait être exercée contre eux.

Article 19.2 - L'OCCUPANT supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés uniquement du fait de l'occupation au titre des présentes :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque, ainsi qu'à ses préposés,
- aux biens et à la personne des tiers,
- à GARES & CONNEXIONS et à ses préposés, étant précisé que GARES & CONNEXIONS cooccupante et voisine, a la qualité de tiers.

En conséquence, l'OCCUPANT renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre GARES & CONNEXIONS, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Ces dispositions trouvent application pour les dommages pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'autorisation d'occupation y compris pour ceux résultant des travaux de quelque nature que ce soit réalisés par l'OCCUPANT du fait de l'occupation concernée.

Article 19.3 - La responsabilité des parties est déterminée suivant les règles du droit commun pour les dommages provenant d'incendies ou d'explosions se produisant en dehors :

- des terrains, des bâtiments ou parties de bâtiments mis à disposition,
- des ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT.

Article 19.4 - Pour les désordres relevant de la garantie décennale affectant les ouvrages, constructions et installations sur lesquels l'OCCUPANT ne peut se prévaloir de droit réel, GARES & CONNEXIONS exercera, en informant l'OCCUPANT, les réclamations et actions en garantie nécessaires contre les constructeurs.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Article 20.1 - Assurance des risques de construction

Au cas où l'OCCUPANT serait autorisé à réaliser des travaux, ce dernier sera tenu de souscrire :

- une police de « responsabilité civile » destinée à couvrir les dommages occasionnés par son activité de maîtrise d'ouvrage, aux tiers, y compris SNCF Mobilités, du fait ou à l'occasion de la réalisation des ouvrages, constructions et installations sur l'emplacement mis à disposition. Cette police devra reproduire les clauses de

renonciation à recours, de garantie et d'indemnisation prévues à l'article 19 « responsabilité » ci-dessus, l'assureur de l'OCCUPANT devant déclarer expressément se substituer à son assuré pour l'exécution de ces clauses particulières.

L'OCCUPANT s'engage par ailleurs à souscrire les éventuelles polices d'assurance légalement obligatoires.

Article 20.2 - Assurance des risques de voisinage

L'OCCUPANT est tenu de garantir, à concurrence d'une somme minimale de 750 000 euros qui ne saurait en aucun cas constituer une limite de responsabilité, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il encourt vis-à-vis de GARES & CONNEXIONS cooccupante et voisine, à raison des dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ayant pris naissance sur l'emplacement mis à disposition.

Pour se garantir contre les risques mis ainsi à sa charge l'OCCUPANT doit étendre les garanties de la police d'assurance « chose » mentionnées ci-dessus pour le cas où l'incendie, l'explosion ou le dégât des eaux prendrait naissance dans les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier sur lesquels l'OCCUPANT ne peut pas se prévaloir de droits réels ou dans les propres biens de l'OCCUPANT.

Article 20.3 - Communication des polices d'assurance

Préalablement à la mise à disposition de l'emplacement, l'OCCUPANT retournera l'attestation d'assurance, complétée et signée par son assureur, ou ses assureurs si les polices à souscrire sont placées auprès de compagnies d'assurance distinctes.

L'OCCUPANT doit communiquer à GARES & CONNEXIONS, les attestations correspondantes aux polices qu'il est tenu de souscrire en application du présent article annuellement.

L'OCCUPANT doit également justifier du paiement régulier des primes afférentes aux polices susvisées.

ARTICLE 21 – OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT EN CAS DE SINISTRE

L'OCCUPANT doit :

- aviser GARES & CONNEXIONS, dans les 3 (trois) jours de sa survenance, de tout sinistre subi ou provoqué par les biens mis à sa disposition ou par les ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT,
- faire dans les conditions et délais prévus par chaque police d'assurance, toutes déclarations aux compagnies d'assurances. GARES & CONNEXIONS donne d'ores et déjà à l'OCCUPANT mandat de faire les déclarations qui la concernent.

L'OCCUPANT doit également :

- faire le nécessaire afin d'obtenir des compagnies d'assurances le règlement des indemnités en faveur de SNCF Mobilités, pour les dommages subis par cette dernière,
- effectuer toutes démarches, accomplir toutes formalités, provoquer toutes expertises, y assister,
- en cas de difficultés, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences.

L'OCCUPANT doit tenir régulièrement informée GARES & CONNEXIONS de toutes ses démarches et du suivi du règlement du sinistre.

Tous les droits, frais et honoraires quelconques, y compris les honoraires d'avocats, qui pourraient rester dus à raison de l'accomplissement des obligations mentionnées ci-dessus, sont à la charge de l'OCCUPANT.

ENVIRONNEMENT

ARTICLE 22 - ENVIRONNEMENT

Article 22.1 - Information sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs

Sur la base des informations contenues dans le dossier communal d'information et les documents de référence qui s'y rattachent, consultables en mairie ou en préfecture, GARES & CONNEXIONS déclare que, à la date de signature des présentes, le terrain se trouve situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral numéro IAL 06004060203 du 03/02/2006 mis à jour le 31/07/2011, conformément aux dispositions des articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 du Code de l'environnement.

En conséquence, et afin d'assurer l'information dont elle est légalement redevable envers l'OCCUPANT, GARES & CONNEXIONS a établi un état des risques naturels, miniers et technologiques en date du 6 novembre 2015, demeuré ci-joint et annexé aux présentes (**Annexe 3**).

Article 22.2 - Information sur le zonage de sismicité

En application des dispositions du paragraphe I de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, GARES & CONNEXIONS déclare qu'à sa connaissance, à la date de signature des présentes, le terrain objet de la présente convention se trouve sur une commune située dans une zone de sismicité 3.

Article 22.3 - Information sur les sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique

Par ailleurs en application des dispositions du paragraphe IV de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, GARES & CONNEXIONS déclare que la commune dans laquelle est situé le terrain a fait l'objet des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique suivants :

• Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

| Type de catastrophe | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|------------|------------|------------|--------------|
| Tempête | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 15/12/1982 | 22/12/1982 |
| Inondations et coulées de boue | 04/10/1987 | 05/10/1987 | 02/12/1987 | 16/01/1988 |
| Inondations et coulées de boue | 10/10/1987 | 11/10/1987 | 02/12/1987 | 16/01/1988 |
| Chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 25/02/1989 | 26/02/1989 | 08/01/1990 | 07/02/1990 |
| Inondations et coulées de boue | 25/02/1989 | 26/02/1989 | 18/08/1989 | 06/09/1989 |
| Mouvements de terrain | 01/05/1989 | 30/09/1990 | 06/07/2001 | 18/07/2001 |

| | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|
| différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | | | | |
| Inondations et coulées de boue | 19/06/1992 | 19/06/1992 | 04/02/1993 | 27/02/1993 |
| Inondations et coulées de boue | 24/06/1992 | 24/06/1992 | 04/02/1993 | 27/02/1993 |
| Inondations et coulées de boue | 03/10/1992 | 05/10/1992 | 04/02/1993 | 27/02/1993 |
| Inondations et coulées de boue | 06/10/1992 | 06/10/1992 | 04/02/1993 | 27/02/1993 |
| Chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 05/12/1992 | 05/12/1992 | 19/03/1993 | 28/03/1993 |
| Inondations et coulées de boue | 05/10/1993 | 10/10/1993 | 19/10/1993 | 24/10/1993 |
| Inondations et coulées de boue | 06/01/1994 | 13/01/1994 | 12/04/1994 | 29/04/1994 |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/03/1995 | 31/12/1995 | 06/07/2001 | 18/07/2001 |
| Inondations et coulées de boue | 11/01/1996 | 12/01/1996 | 02/02/1996 | 14/02/1996 |
| Inondations et coulées de boue | 24/12/1996 | 25/12/1996 | 24/03/1997 | 12/04/1997 |
| Inondations et coulées de boue | 05/09/1998 | 05/09/1998 | 21/01/1999 | 05/02/1999 |
| Inondations et coulées de boue | 30/09/1998 | 30/09/1998 | 19/03/1999 | 03/04/1999 |
| Inondations et coulées de boue | 23/10/1999 | 24/10/1999 | 03/03/2000 | 19/03/2000 |
| Inondations et coulées de boue | 05/11/2000 | 06/11/2000 | 19/12/2000 | 29/12/2000 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 06/11/2000 | 06/11/2000 | 06/03/2001 | 23/03/2001 |
| Inondations et coulées de boue | 04/09/2002 | 04/09/2002 | 17/01/2003 | 24/01/2003 |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2003 | 30/09/2003 | 11/01/2005 | 01/02/2005 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 31/10/2003 | 01/11/2003 | 11/05/2004 | 23/05/2004 |
| Inondations et coulées de boue | 05/08/2004 | 05/08/2004 | 11/01/2005 | 15/01/2005 |
| Inondations et coulées de boue | 06/09/2005 | 06/09/2005 | 10/10/2005 | 14/10/2005 |
| Inondations et coulées de boue | 17/08/2006 | 17/08/2006 | 22/02/2007 | 10/03/2007 |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2007 | 31/03/2007 | 07/08/2008 | 13/08/2008 |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2007 | 30/09/2007 | 07/08/2008 | 13/08/2008 |
| Chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 30/11/2008 | 30/11/2008 | 18/05/2009 | 21/05/2009 |
| Chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 14/12/2008 | 14/12/2008 | 18/05/2009 | 21/05/2009 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 26/12/2008 | 26/12/2008 | 14/08/2009 | 20/08/2009 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 22/12/2009 | 23/12/2009 | 10/05/2010 | 13/05/2010 |

| | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 01/01/2010 | 02/01/2010 | 10/05/2010 | 13/05/2010 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 19/02/2010 | 19/02/2010 | 25/06/2010 | 26/06/2010 |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 04/05/2010 | 04/05/2010 | 25/06/2010 | 26/06/2010 |
| Inondations et coulées de boue | 08/09/2010 | 08/09/2010 | 10/01/2011 | 13/01/2011 |
| Inondations et coulées de boue | 31/10/2010 | 01/11/2010 | 30/03/2011 | 02/04/2011 |
| Inondations et coulées de boue | 04/11/2011 | 06/11/2011 | 18/11/2011 | 19/11/2011 |
| Inondations et coulées de boue | 14/10/2012 | 14/10/2012 | 20/02/2013 | 28/02/2013 |
| Inondations et coulées de boue | 26/10/2012 | 26/10/2012 | 20/02/2013 | 28/02/2013 |
| Inondations et coulées de boue | 03/11/2014 | 05/11/2014 | 27/03/2015 | 31/03/2015 |
| Inondations et coulées de boue | 09/11/2014 | 10/11/2014 | 17/02/2015 | 19/02/2015 |
| Inondations et coulées de boue | 12/06/2015 | 14/06/2015 | 02/10/2015 | 08/10/2015 |
| Inondations et coulées de boue | 03/10/2015 | 03/10/2015 | 07/10/2015 | 08/10/2015 |

Compte tenu de son régime d'assurance, GARES & CONNEXIONS déclare que l'emplacement à usage de zone de recul et de manœuvre mis à disposition n'a, à sa connaissance, subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance au titre de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (articles L. 125-2 du Code des assurances), minière ou technologique (article L. 128-2 du Code des assurances).

Par suite de ces déclarations, l'OCCUPANT reconnaît avoir été informé(e) de l'état des risques naturels, miniers et technologiques auxquels se trouve exposé le terrain mis à disposition et en faire son affaire personnelle sans recours contre GARES & CONNEXIONS.

EXPIRATION OU RESILIATION

ARTICLE 23 – EXPIRATION DE LA CONVENTION

L'expiration de la présente convention, au terme de la durée prévue à l'article 9 « Durée et date d'effet » ci-dessus, n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice de l'OCCUPANT ni au bénéfice de ses éventuels sous-occupants.

ARTICLE 24 – RESILIATION TOTALE OU PARTIELLE ANTICIPEE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL OU FERROVIAIRE

Il est expressément convenu que, dans le cas où GARES & CONNEXIONS, pour tout motif d'intérêt général ou d'intérêt ferroviaire devrait interrompre l'occupation du terrain confié à l'OCCUPANT avant le terme prévu dans la convention, elle en informerait cette dernière six mois à l'avance par lettre recommandée avec AR.

ARTICLE 25 - RESILIATION EN CAS DE SINISTRE

Si les autorités administratives refusent d'accorder les autorisations nécessaires à la remise en état des lieux ou à l'exploitation de l'activité prévue à l'article 8 « Utilisation des lieux », l'autorisation d'occupation est résiliée de plein droit.

ARTICLE 26 – RESILIATION POUR INOBSERVATION PAR L'OCCUPANT DE SES OBLIGATIONS

La convention est résiliée de plein droit à tout moment, en cas de défaut de paiement ou d'inexécution des autres obligations incombant à l'OCCUPANT sans qu'il soit besoin d'aucune formalité administrative, par GARES & CONNEXIONS, un mois après sommation de payer ou après la mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'avoir à se conformer aux dites obligations, restée infructueuse.

ARTICLE 27 – CONSEQUENCES FINANCIERES DE LA RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de résiliation des présentes pour les motifs visés aux articles « Résiliation totale ou partielle anticipée pour motif d'intérêt général ou ferroviaire » ou « Résiliation en cas de sinistre », avant l'expiration d'une période annuelle contractuelle, les sommes éventuellement versées d'avance au titre de l'occupation par l'OCCUPANT lui sont remboursées s'il y a lieu, au prorata du temps qui reste à courir pour parvenir au terme de cette période.

Dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général ou ferroviaire, GARES & CONNEXIONS s'engage à verser à l'OCCUPANT une indemnité pour résiliation anticipée. Cette indemnité " **I** " est calculée selon la formule suivante :

$$\mathbf{I = M \times a / n \text{ avec}}$$

" **M** " = le montant des dépenses de construction irrécupérables à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité est arrêté contradictoirement entre les Parties par voie d'avenant, il est calculé sur la base du montant définitif des travaux à caractère immobilier visé à la présente convention ; il est également précisé que la valeur des ouvrages, constructions et installations qui auraient été supprimés à la date de la résiliation de la présente convention serait déduite du montant à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité,

" **a** " = nombre d'années entières entre la date de résiliation et la date d'expiration de la présente convention,

" **n** " = nombre d'années entières entre la date d'autorisation des travaux par GARES & CONNEXIONS et la date d'expiration de la présente convention.

Tout autre cas de résiliation avant l'expiration d'une période annuelle contractuelle entraîne l'exigibilité des sommes dues pour la période restant à courir pour parvenir au terme de la période annuelle.

Ces sommes resteront acquises à GARES & CONNEXIONS au titre de dommages et intérêts dans toutes les hypothèses de résiliation pour inobservation par l'OCCUPANT de ses obligations, sans préjudice de la possibilité, pour GARES & CONNEXIONS, de réclamer des dommages et intérêts complémentaires.

CESSATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 28 – SORT DES OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS REALISES PAR L'OCCUPANT

Conformément à l'article L 2122-9 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, à l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation, l'OCCUPANT doit, à ses frais, risques et périls, démolir les ouvrages, constructions et installations qu'il a réalisés sur l'emplacement, à moins que GARES & CONNEXIONS, deux (2) mois avant cette date, l'informe de son intention de renoncer en tout ou en partie à leur démolition. Si GARES & CONNEXIONS renonce à leur démolition alors tout ou partie des ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT deviennent de plein droit de la propriété de la SNCF Mobilités. Dans ce cas, l'OCCUPANT s'engage également à remettre à GARES & CONNEXIONS tout document et information nécessaires à l'exercice des recours non prescrits, notamment les plans des ouvrages et recouvrements.

Faute par l'OCCUPANT d'effectuer les démolitions prévues ci-dessus, GARES & CONNEXIONS peut procéder ou faire procéder, à ces démolitions et libérer l'emplacement aux frais de l'OCCUPANT. Bien entendu, si GARES & CONNEXIONS réalise elle-même ces travaux, elle pourrait disposer comme elle l'entend des matériaux résultant de la démolition.

ARTICLE 29 – LIBERATION

Sauf indication contraire de GARES & CONNEXIONS, à la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation, l'OCCUPANT est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les restituer entièrement libérés de tous objets mobiliers et de toutes occupations.

Sous réserve de l'application de l'article 25 « Résiliation en cas de sinistre » ci-avant, l'OCCUPANT est tenu de restituer les lieux dans un état normal d'entretien et entièrement vide de toute sous occupation.

Un état des lieux est établi contradictoirement ; le cas échéant, GARES & CONNEXIONS procédera aux travaux de remise en l'état aux frais de l'OCCUPANT.

Si l'activité exercée par l'OCCUPANT relève de la législation sur les installations classées ou si GARES & CONNEXIONS constate, lors de l'état des lieux visé ci-avant, une souillure de l'emplacement, l'OCCUPANT devra faire exécuter par un bureau d'études spécialisé, une analyse du sol et du sous-sol de l'emplacement et des abords susceptibles d'avoir été pollués et en communiquer les résultats à GARES & CONNEXIONS.

Dans le cas où une pollution serait décelée du fait de l'activité de l'OCCUPANT, celui-ci s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls tous les travaux nécessaires à la dépollution du sol et du sous-sol contaminés et à produire à GARES & CONNEXIONS un certificat de non pollution des lieux.

Pendant toute la durée d'indisponibilité de l'emplacement due à l'exécution des travaux de remise en état, l'OCCUPANT versera à GARES & CONNEXIONS une indemnité mensuelle équivalente au montant de la redevance mensuelle moyenne des douze derniers mois écoulés, sans préjudice des autres chefs d'indemnisation.

ARTICLE 30 – DROIT DE VISITE

GARES & CONNEXIONS a la possibilité de faire visiter les lieux à tout successeur éventuel pendant le délai de préavis, en prévenant l'OCCUPANT 48 heures à l'avance. Les visites

pourront s'effectuer les jours ouvrables, dans une plage horaire comprise entre 9H00 et 11H00 et 14H00 et 18H00.

Le délai de préavis est fixé à deux (2) mois quel que soit le motif de fin de la présente convention.

PUBLICITE, PUBLICATION, JURIDICTION

ARTICLE 31 - PUBLICITE

L'OCCUPANT ne peut faire figurer à l'intérieur du périmètre du terrain à usage de zone de recul et de manœuvre que les indications se rapportant à la nature de l'activité exercée.

L'OCCUPANT est tenu de faire toutes déclarations fiscales nécessaires et de payer tous les droits et taxes auxquels pourront donner lieu les éléments publicitaires installés. GARES & CONNEXIONS se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne serait pas conforme à ces dispositions.

ARTICLE 32 - COMMUNICATION

GARES & CONNEXIONS pourra citer le nom de l'OCCUPANT et celui-ci pourra faire état de l'occupation dans leurs documentations commerciales respectives.

Chaque Partie prend avis préalable de l'autre Partie sur les actions de communication qu'elle envisage. Une Partie peut s'opposer à une action de communication qui s'avérerait contraire à ses intérêts.

ARTICLE 33 – FRAIS

Tous les frais, droits, taxes et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par l'OCCUPANT.

ARTICLE 34 - NOTIFICATIONS

Pour être valables, tous avis et autres notifications faits en application des présentes (y compris toutes notifications de résiliation) devront se faire par écrit et être transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, à l'attention des destinataires et aux adresses indiquées ci-dessous ou à toutes autres adresses indiquées conformément aux présentes dispositions :

Pour GARES & CONNEXIONS:

Monsieur Thierry JACQUINOD
Gares&Connexions Agence Méditerranée
4 rue Léon Gozlan - CS 70014 – 13231 MARSEILLE CEDEX 03

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

Monsieur Jean LEONETTI
Président
449, route des crêtes – BP 43 – 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

ARTICLE 35 – JURIDICTION ET DROIT APPLICABLE

La présente autorisation est soumise au droit français.

Toute contestation relative à son interprétation et à l'exécution de ses conditions sera portée devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à..... en double original, dont chacune des parties reconnaît avoir un exemplaire, sur 18 pages,

Le

**Pour l'OCCUPANT
Jean LEONETTI**

**Pour Gares & Connexions
Thierry JACQUINOD**

Liste des annexes

Annexe 1 : Plan du terrain

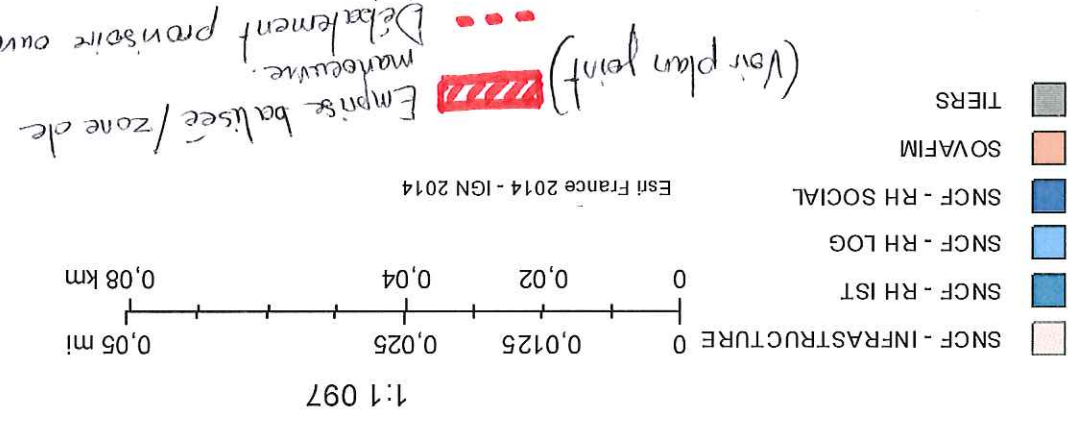
Annexe 2 : Etat des lieux (sera annexé par lettre valant avenant)






















Annexe 3 : Etat des risques naturels, miniers et technologiques

Antibes
















octobre 7, 2014



| | | | | | |
|---|---------------------------|---|----------------------------------|---|----------------------------------|
|  | SOVAFIM |  | SNCF - RH IST |  | SNCF - Gares & Connexions |
|  | SNCF - RH SOCIAL |  | SNCF - INFRASTRUCTURE |  | SNCF - GEODIS |
|  | SNCF - RH LOG |  | SNCF - Gares & Connexions |  | SNCF - DIRECTION DE L'IMMOBILIER |
|  | SNCF - RH IST |  | SNCF - GEODIS |  | RFF |
|  | SNCF - INFRASTRUCTURE |  | SNCF - DIRECTION DE L'IMMOBILIER |  | TIERS |
|  | SNCF - Gares & Connexions |  | RFF |  | SOVAFIM |
|  | SNCF - GEODIS |  | TIERS |  | SNCF - RH LOG |


| | | | |
|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
| SNCF - GEODIS | SNCF - GEODIS | SNCF - RH IST | SNCF - RH IST |
| SNCF - Gares & Connexions | SNCF - RH LOG | SNCF - Gares & Connexions | SNCF - RH LOG |
| SNCF - INFRASTRUCTURE | SNCF - RH SOCIAL | SNCF - INFRASTRUCTURE | SNCF - RH SOCIAL |
| TIERS | SOVAFIM | TIERS | SOVAFIM |
| RFF | | RFF | |
| SNCF - DIRECTION DE L'IMMOBILIER | | SNCF - DIRECTION DE L'IMMOBILIER | |

| | |
|----------------------------------|---|
| SNCF - RH LOG |  |
| SOVAFIM |  |
| TIERS |  |
| RFF |  |
| SNCF - DIRECTION DE L'IMMOBILIER |  |
| SNCF - GEODIS |  |
| SNCF - Gares & Connexions |  |

| | |
|------------------|---|
| SNCF - INFRASTRU |  |
| SNCF - RH IST |  |
| SNCF - RH LOG |  |
| SNCF - RH SOCIAL |  |
| SOVAFIM |  |
| TIERS |  |

Esti France 2014 - IGN 2014

1:1 097

(Voir plan joint)  Emprise bâilée / zone de
Débattement
maîtrisée.
Débattement provisoire ou

Aire de manœuvre
 bas usage léger (bas)
 pour le manœuvre
 de la zone de
 stockage

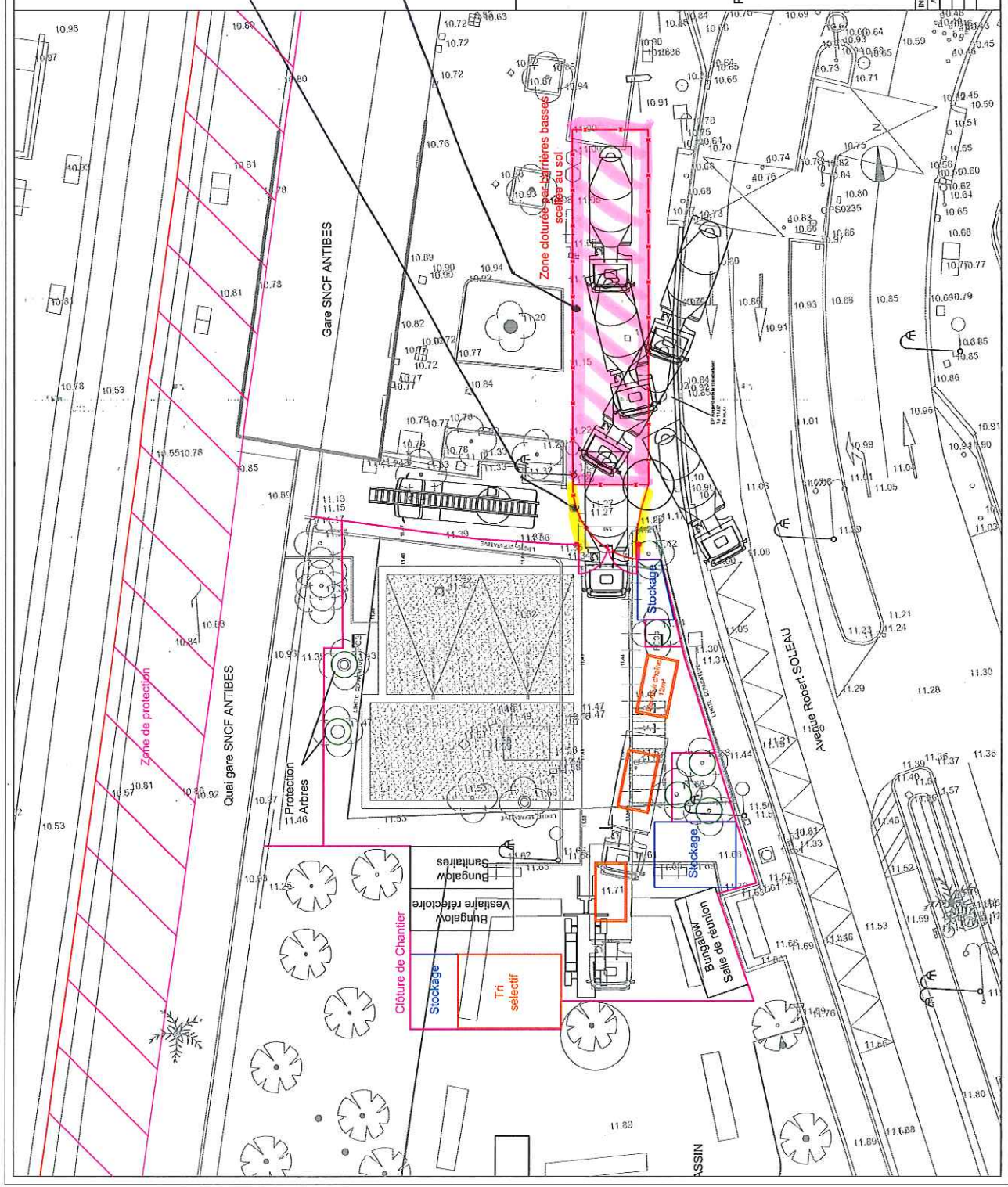
PIC 01
A

Communauté d'Agglomération
 Sophia Antipolis
 449 route des crêtes - BP43
 06901 SOPHIA ANTIPOLIS
 Construction d'une vélo station communautaire
 Avenue Robert SOLEAU
 06600 ANTIBES

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

BET
 GLI INGENIERIE
 37 37 Bis Ave Henri MATISSE
 06200 NICE
 Tél: 04 93 21 02 27 - Fax: 04 93 16 04 18
 info@gliingenierie.fr

| NO. | DATE | NATURE DES MODIFICATIONS |
|-----|------------|--------------------------|
| 1 | 12/02/2015 | Mise à jour |
| 2 | | |
| 3 | | |
| 4 | | |
| 5 | | |
| 6 | | |
| 7 | | |
| 8 | | |
| 9 | | |
| 10 | | |





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ALPES-MARITIMES

ANTIBES

Information sur les risques naturels prévisibles et les risques technologiques pour l'application du I et du II de l'article L.125-5 du code de l'environnement

Annexe à l'arrêté préfectoral n° IAL0[6004]060203 du 3 février 2006 mis à jour le 31 juillet 2011

1. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn) :

Le territoire de la commune est concerné par un ou plusieurs PPRn: Oui [x] Non []

| | | | | | | |
|---|-------------------------------------|--|-------------------------------------|--|--------------------------|------------|
| Elaboration du PPRn | Prescription | 12/03/1996 | Opposabilité immédiate | | Approbation | 29/12/1998 |
| 1re évolution du PPRn | Prescription | | Opposabilité immédiate | | Approbation | |
| * procédure de révision ou de modification du plan approuvé | | | | | | |
| Nature du ou des risque(s) pris en compte | | | | | | |
| Inondation(et/ou crue torrentielle) | <input checked="" type="checkbox"/> | Mouvement de terrain | <input type="checkbox"/> | Avalanche | <input type="checkbox"/> | |
| Incendies de forêt | <input type="checkbox"/> | Séisme | <input type="checkbox"/> | | | |
| Documents de référence | | | | | | |
| Arrêté préfectoral de prescription | <input type="checkbox"/> | Périmètre d'étude du PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| Dossier de PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | Carte de l'historique des incendies de forêt | <input type="checkbox"/> | | | |
| Extrait des document de référence | | | | | | |
| Périmètre d'étude du PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | Rapport de présentation | <input checked="" type="checkbox"/> | Carte de l'historique des incendies de forêt | <input type="checkbox"/> | |
| Plan de zonage réglementaire | <input checked="" type="checkbox"/> | Règlement | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |

| | | | | | | |
|---|-------------------------------------|--|-------------------------------------|--|-------------------------------------|------------|
| Elaboration du PPRn | Prescription | 30/01/2002 | Opposabilité immédiate | | Approbation | 17/06/2009 |
| 1re évolution du PPRn | Prescription | | Opposabilité immédiate | | Approbation | |
| * procédure de révision ou de modification du plan approuvé | | | | | | |
| Nature du ou des risque(s) pris en compte | | | | | | |
| Inondation(et/ou crue torrentielle) | <input type="checkbox"/> | Mouvement de terrain | <input type="checkbox"/> | Avalanche | <input type="checkbox"/> | |
| Incendies de forêt | <input checked="" type="checkbox"/> | Séisme | <input type="checkbox"/> | | | |
| Documents de référence | | | | | | |
| Arrêté préfectoral de prescription | <input type="checkbox"/> | Périmètre d'étude du PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| Dossier de PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | Carte de l'historique des incendies de forêt | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| Extrait des document de référence | | | | | | |
| Périmètre d'étude du PPRn | <input checked="" type="checkbox"/> | Rapport de présentation | <input checked="" type="checkbox"/> | Carte de l'historique des incendies de forêt | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Plan de zonage réglementaire | <input checked="" type="checkbox"/> | Règlement | <input checked="" type="checkbox"/> | | | |

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques technologiques (PPRt) :

Le territoire de la commune est concerné par un ou plusieurs PPRt: Oui [] Non [x]

3. Situation de la commune au regard du zonage sismique réglementaire :

En application des articles R.563-4 et D.568-8 du code de l'environnement, la commune est située dans une zone de sismicité* :

Zone 1 ☐ Zone 2 ☐ Zone 3 ☒ Zone 4 ☐ Zone 5 ☐ Zone 6 ☐

* zone 1 : sismicité très faible ; zone 2 : sismicité faible ; zone 3 : sismicité modérée ; zone 4 : sismicité moyenne ; zone 5 : sismicité forte



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ALPES-MARITIMES

ANTIBES

Liste des arrêtés relatifs à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour l'application du IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement

Annexe à l'arrêté préfectoral n° IAL[6004]060203 du 3 février 2006 mis à jour le 31 juillet 2011

Situation de la commune au regard des arrêtés relatifs à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle :

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 02/12/1987
Date de début de l'événement : 04/10/1987
Date de fin de l'événement : 05/10/1987
Date de publication au journal officiel : 16/01/1988

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 02/12/1987
Date de début de l'événement : 10/10/1987
Date de fin de l'événement : 11/10/1987
Date de publication au journal officiel : 16/01/1988

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 18/08/1989
Date de début de l'événement : 25/02/1989
Date de fin de l'événement : 26/02/1989
Date de publication au journal officiel : 06/09/1989

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 04/02/1993
Date de début de l'événement : 19/06/1992
Date de fin de l'événement : 19/06/1992
Date de publication au journal officiel : 27/02/1993

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 04/02/1993
Date de début de l'événement : 24/06/1992
Date de fin de l'événement : 24/06/1992
Date de publication au journal officiel : 27/02/1993

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 04/02/1993
Date de début de l'événement : 03/10/1992
Date de fin de l'événement : 05/10/1992
Date de publication au journal officiel : 27/02/1993

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 04/02/1993
Date de début de l'événement : 06/10/1992
Date de fin de l'événement : 06/10/1992
Date de publication au journal officiel : 27/02/1993



Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 19/10/1993
Date de début de l'événement : 05/10/1993
Date de fin de l'événement : 10/10/1993
Date de publication au journal officiel : 24/10/1993

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 12/04/1994
Date de début de l'événement : 06/01/1994
Date de fin de l'événement : 13/01/1994
Date de publication au journal officiel : 29/04/1994

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 02/02/1996
Date de début de l'événement : 11/01/1996
Date de fin de l'événement : 12/01/1996
Date de publication au journal officiel : 14/02/1996

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 24/03/1997
Date de début de l'événement : 24/12/1996
Date de fin de l'événement : 25/12/1996
Date de publication au journal officiel : 12/04/1997

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 21/01/1999
Date de début de l'événement : 05/09/1998
Date de fin de l'événement : 05/09/1998
Date de publication au journal officiel : 05/02/1999

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 19/03/1999
Date de début de l'événement : 30/09/1998
Date de fin de l'événement : 30/09/1998
Date de publication au journal officiel : 03/04/1999

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 03/03/2000
Date de début de l'événement : 23/10/1999
Date de fin de l'événement : 24/10/1999
Date de publication au journal officiel : 19/03/2000

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 19/12/2000
Date de début de l'événement : 05/11/2000
Date de fin de l'événement : 06/11/2000
Date de publication au journal officiel : 29/12/2000

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 17/01/2003
Date de début de l'événement : 04/09/2002
Date de fin de l'événement : 04/09/2002
Date de publication au journal officiel : 24/01/2003

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 11/01/2005
Date de début de l'événement : 05/08/2004
Date de fin de l'événement : 05/08/2004
Date de publication au journal officiel : 15/01/2005

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 10/10/2005
Date de début de l'événement : 06/09/2005
Date de fin de l'événement : 06/09/2005
Date de publication au journal officiel : 14/10/2005

Nature de l'événement : Sécheresse/réhydratation des sols

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 06/07/2001
Date de début de l'événement : 01/05/1989
Date de fin de l'événement : 30/09/1990
Date de publication au journal officiel : 18/07/2001

Nature de l'événement : Sécheresse/réhydratation des sols

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 06/07/2001
Date de début de l'événement : 01/03/1995
Date de fin de l'événement : 31/12/1995
Date de publication au journal officiel : 18/07/2001

Nature de l'événement : Sécheresse/réhydratation des sols

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 11/01/2005
Date de début de l'événement : 01/07/2003
Date de fin de l'événement : 30/09/2003
Date de publication au journal officiel : 01/02/2005

Nature de l'événement : Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 08/01/1990
Date de début de l'événement : 25/02/1989
Date de fin de l'événement : 26/02/1989
Date de publication au journal officiel : 07/02/1990

Nature de l'événement : Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le 19/03/1993
Date de début de l'événement : 05/12/1992
Date de fin de l'événement : 05/12/1992
Date de publication au journal officiel : 28/03/1993



Nature de l'événement : Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **06/03/2001**
Date de début de l'événement : **06/11/2000**
Date de fin de l'événement : **06/11/2000**
Date de publication au journal officiel : **23/03/2001**

Nature de l'événement : Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **11/05/2004**
Date de début de l'événement : **31/10/2003**
Date de fin de l'événement : **01/11/2003**
Date de publication au journal officiel : **23/05/2004**

Nature de l'événement : Tempête

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **15/12/1982**
Date de début de l'événement : **06/11/1982**
Date de fin de l'événement : **10/11/1982**
Date de publication au journal officiel : **22/12/1982**

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **22/02/2007**
Date de début de l'événement : **17/08/2006**
Date de fin de l'événement : **17/08/2006**
Date de publication au journal officiel : **10/03/2007**

Nature de l'événement : Sécheresse/réhydratation des sols

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **07/08/2008**
Date de début de l'événement : **01/01/2007**
Date de fin de l'événement : **31/03/2007**
Date de publication au journal officiel : **13/08/2008**

Nature de l'événement : Sécheresse/réhydratation des sols

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **07/08/2008**
Date de début de l'événement : **01/07/2007**
Date de fin de l'événement : **30/09/2007**
Date de publication au journal officiel : **13/08/2008**

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

La commune a fait l'objet d'un arrêté **FAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **18/11/2011**
Date de début de l'événement : **04/11/2011**
Date de fin de l'événement : **06/11/2011**
Date de publication au journal officiel : **19/11/2011**

Nature de l'événement : Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

La commune a fait l'objet d'un arrêté **DEFAVORABLE** de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le **30/01/2012**
Date de début de l'événement : **04/11/2011**
Date de fin de l'événement : **06/11/2011**
Date de publication au journal officiel : **02/02/2012**



Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

| | | | |
|---|------------------|---|------------|
| La commune a fait l'objet d'un arrêté | FAVORABLE | de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le | 20/02/2013 |
| Date de début de l'événement : | | | 14/10/2012 |
| Date de fin de l'événement : | | | 14/10/2012 |
| Date de publication au journal officiel : | | | 28/02/2013 |

Nature de l'événement : Inondation et/ou coulées de boue

| | | | |
|---|------------------|---|------------|
| La commune a fait l'objet d'un arrêté | FAVORABLE | de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle le | 20/02/2013 |
| Date de début de l'événement : | | | 26/10/2012 |
| Date de fin de l'événement : | | | 26/10/2012 |
| Date de publication au journal officiel : | | | 28/02/2013 |



PREFET DES ALPES-MARITIMES

direction
départementale
de l'Équipement
et de l'Agriculture
Alpes-Maritimes

**Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté relatif à l'information des acquéreurs
et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et
technologiques sur la commune de
ANTIBES**

Réf. : IAL06004110731

service :
eau - risque

Le préfet des Alpes-Maritimes,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27,
Vu le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 *relatif à la prévention du risque sismique*, entré en vigueur le 1^{er} mai 2011,
Vu le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 *portant délimitation des zones de sismicité du territoire français*, entré en vigueur le 1^{er} mai 2011,
Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L.125-5 du code de l'environnement, modifié par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006 et celui du 25 mai 2011,
Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de ANTIBES

Sur proposition de M. le Secrétaire général,

ARRETE

Article 1

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de ANTIBES susvisé est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de la direction départementale de l'équipement à l'adresse suivante :

<http://www.alpes-maritimes.equipement.gouv.fr> »

Lire :

« Le dossier d'informations est accessible sur le site internet mis en place par la direction départementale des territoires et de la mer à l'adresse suivante :

<http://www.ial06.fr> »

Article 2

Le dossier d'information visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de ANTIBES est mis à jour.

Adresse :

Direction Départementale de
l'Équipement et de l'Agriculture
Centre Administratif Départemental
des Alpes-Maritimes
BP 3003
06 201 NICE CEDEX 3
Tél : 04 93 72 72 72
Fax : 04 93 72 72 12

Fait à Nice, le 31 juillet 2011

Pour le préfet des Alpes-Maritimes,
Le Secrétaire général

Gérard GAVORY

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 14/03/2016
Numéro : BC.2016.040
Nature : DE - Deliberations
Objet : Réalisation d'une vélostation à Antibes - Convention entre la CASA et "GARE ET CONNEXION" pour la mise à disposition de terrains
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 108651415
Référence envoi : IDF2016-03-29T09-00-12.00
Envoyé le : 29/03/2016
à (TU) : 07h00:21

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/03/2016
Identifiant : 006-240600585-20160314-AOI_5876-DE

Acte reçu

Date : 14/03/2016
Numéro interne : AOI_5876
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Réalisation d'une vélostation à Antibes - Convention entre la CASA et "GARE ET CONNEXION" pour la mise à disposition de terrains
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 6
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_3.pdf
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_4.pdf
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_5.pdf
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_6.pdf
006-240600585-20160314-AOI_5876-DE-1-1_7.pdf